Page 1/11

LA DETTE ET LE SACRÉ

NATHANAËL DUPRÉ LA TOUR.

La Revue des Deux Mondes a le plaisir de publier ici les bonnes feuilles d'un essai de Nathanaël Dupré la Tour, intitulé l'Instinct de conservation, à paraître aux Éditions du Félin en janvier 2011 L'agilité de son propos, la vigueur de son intuition devraient alimenter un débat trop souvent occulté par les écrans idéologiques.

Quelques symptômes

Croyance en l'avenir, créances sur l'avenir Le rapide diagnostic sur lequel s'ouvre cette réflexion n'a rien d'euphorisant. Rarement une société aura si peu cru à sa propre survie, au-delà de l'existence actuelle de ceux qui la composent. Les manifestations que nous évoquerons (crise écologique, échec politique de l'Union européenne, endettement public français) ne sont que des symptômes de cette affection, de cette perte de l'instinct de conservation dont souffrent aujourd'hui les sociétés occidentales, et tout particulièrement peut-être la société française. Chacun sent que ces symptômes sont en eux-mêmes dangereux, mais s'attaquer à l'un d'entre eux séparément ne peut rien donner, comme en témoignent les échecs successifs des tentatives pour y remédier.



Page 2/11

La Terre se dégrade, l'Europe se désincarne en s'efforçant de se constituer, le fonctionnement de notre économie et de nos institutions ne se fait qu'en grevant l'avenir des générations à naître... qu'y faire ? À chaque nouvel essai, le refrain entêtant de l'à-quoi-bonisme vient remettre en cause tous les efforts demandés, tous les efforts requis. Car pour ménager l'avenir, encore faut-il y croire, et cette croyance-là fait partie de celles qu'on a remisées au placard des idées surannées ; pour ménager l'avenir, encore faut-il s'en sentir responsable, et l'exhortation morale elle aussi paraît singulièrement passée de mode ; pour croire à l'avenir, il faut posséder cette vertu d'espérance qui, comme toute vertu, a quelque chose à voir avec la volonté, et la culture de l'esprit.

Pour nous donner une idée de ce qu'il en reste dans la France de la première décennie du XXI° siècle, voyons ce que répond à la troisième question métaphysique kantienne – que m'est-il permis d'espérer – une enquête d'opinion contemporaine, en l'occurrence celle que l'institut de sondage suédois Kairos Future International a récemment réalisée avec une fondation politique française, « European Youth in a Global Context 2007 ».

On lit dans cette enquête que 26 % des jeunes Français (1), contre 60 % des jeunes Danois considèrent leur avenir comme prometteur. On y apprend surtout que 4 % considèrent que, au-delà de leur cas personnel, l'avenir de la société est prometteur.

Les limites des sondages sont connues, et on n'invoquera que par exception ce type d'autorité. Néanmoins lorsque, sur des centaines de jeunes personnes interrogées, un sondeur n'en trouve qu'une poignée (moins d'un sur vingt) pour juger que l'avenir de la société est prometteur, il y a là quelque chose, au minimum le signal d'une souffrance sociale, qu'on ne peut pas ignorer.

Comment caractériser ce malaise? Comment nommer le fait que plus de 95 % de la jeunesse d'un pays ait cessé de croire à un avenir meilleur pour la société dans laquelle elle évolue? Le mot de désespérance n'est pas trop fort, et il est étonnant que les fabricants de secte ou les mouvements radicaux n'aient pas su en tirer meilleur parti jusqu'à aujourd'hui. Seule une fixation médiatique sur l'instant présent peut nous divertir de cette disposition de fond.

D'autres signes de cette désespérance collective sont repérables. Ainsi les extraordinaires succès médiatiques d'un Michel Onfray, se

Page 3/11



t – un neu moins de deux siècles anrès Schopenhauer – théo-

faisant – un peu moins de deux siècles après Schopenhauer – théoricien (pour lycéens de gauche) de l'infertilité assumée, et qui s'arrime au postulat d'un tel dégoût à l'égard de cette vallée de larmes qu'aucun idéal d'amélioration n'y puisse être même envisagé :

« Qui trouve le réel assez désirable pour initier son fils ou sa fille à l'inéluctabilité de la mort, à la fausseté des relations entre les hommes, à l'intérêt qui mène le monde, à l'obligation du travail salarié, presque toujours pénible et forcé, sinon à la précarité et au chômage ? »

Pour 96 % des 16-25 ans, l'avenir de la société ne peut pas être considéré comme prometteur. Après nous, donc, rien ; aucune promesse. Comme si cette génération, dont les parents ont inventé l'imagination au pouvoir, la fin du vieux monde et le déploiement sans frein des désirs individuels, était moins qu'une autre capable de s'imaginer un avenir commun sinon radieux, du moins souhaitable.

Et comment ne pas le comprendre ? Difficile en effet d'analyser les servitudes collectives particulières au début du XXI^e siècle (écologiques, politiques, budgétaires, pour celles-là seules que nous aborderons ici) tout en restant d'humeur espiègle. Difficile de se cacher longtemps le monde dégradé que nous laissent le philosophe et ses collègues en hédonisme. Le bonheur ne se décrète pas, au mieux il se prépare.

Pour autant ce livre ne souhaite pas ajouter un volume supplémentaire aux traités de pessimisme – parfois de très bonne facture – qui sortent des rotatives : rejeter la modernité en bloc n'est souvent qu'un caprice de dilettante, la mettre en examen c'est déjà la prendre en considération, la respecter. L'hypothèse même qui fonde cette réflexion – l'homme contemporain s'étant affranchi du passé prépare aux générations qui viennent un présent insupportable – ne se veut pas aveugle aux bienfaits de l'attitude moderne, au contraire.

D'immenses avancées scientifiques et techniques, ont été rendues possibles par le dégagement des idées reçues, la contestation de la coutume. Et il y a, incontestablement une poésie de l'homme délié. Si l'on s'en tient même aux seuls (grands) livres français du XX^e siècle, *le Mythe de Sisyphe* en aura montré la grandeur, *Un balcon en forêt* la beauté. La figure mythique du chercheur mettant fin par l'aventure de l'expérience aux idées reçues de son temps et à la coutume de ses pères fait précisément partie de notre





Page 4/11

patrimoine ; ne serait-ce qu'à ce titre, un esprit conservateur devrait s'en sentir redevable.

Certes, l'affranchissement à l'égard de l'héritage culturel n'est pas toujours émancipateur. Mais cet abandon-ci n'est pas l'objet du présent ouvrage ; il en a inspiré de nombreux autres, et de meilleurs sans doute. Il ne sera question par exemple dans ce livre ni de la langue, ni de la culture, ni de l'école, ni de la famille car le temps est compté et de ces matières comme de la matière théologique il vaut mieux sans doute ne point parler que mal parler. Surtout quand d'autres en parlent si bien – ainsi Hannah Arendt écrivant que « c'est justement pour préserver ce qui est neuf et révolutionnaire dans chaque enfant que l'éducation doit être conservatrice ; elle doit protéger cette nouveauté et l'introduire comme un ferment nouveau dans un monde déjà vieux ». Ainsi tant d'autres, parfois écoutés, si peu entendus.

Il ne sera fait mention que de quelques symptômes graves de la crise actuelle, non pour se lamenter mais pour décrire à leur propos, comme la solution aux difficultés présentes et à venir, un revirement d'attitude fondé sur le postulat suivant : il n'est pas d'avenir aux sociétés non soucieuses de préserver leur héritage ; et l'extension du suffrage à ceux qui ne sont plus, souhaitée par Chesterton (« la tradition, c'est la démocratie des morts »), n'a de sens qu'en vertu de l'extension du suffrage à ceux qui ne sont pas encore. Tel est le sens d'un conservatisme éclairé, prospectif, qui ne vise rien plus (mais rien moins) qu'à rétablir une vision continuiste du temps historique, à la substituer au sacre du présent, lui-même ultime avatar des providentialismes (représentation de l'histoire comme le nécessaire avènement du Royaume) des siècles précédents.

Le projet est en apparence bien modeste, et il n'y a au fond dans le postulat conservateur que l'extension du quatrième commandement biblique – « Honore ton père et ta mère, et tu auras longue vie » aux affaires de la cité. Le seul commandement qui introduise une conséquence (ou une hypothèse) dans les injonctions divines. C'est parce que tu souhaites vivre longtemps, te prolonger ; c'est parce que tu te projettes dans l'avenir que tu dois avoir à l'égard de ceux dont tu proviens une considération respectueuse. C'est parce que ton regard est prospectif qu'il doit être, dans le même temps, guidé par l'instinct de conservation, cet instinct de conservation qui

Page 5/11



n'est rien d'autre que le culte raisonné, à des fins de survie et de vie meilleure, de ce que nous héritons et de ceux dont nous héritons.

Choses simples, à la vérité; et qui valent à peine d'être dites, en apparence. Elles semblent renvoyer seulement à l'instinct qui donne son titre à cet essai. Choses qui ne vaudraient pas d'être dites si nous ne partions du constat de la substitution de la créance sur l'avenir à la croyance sur l'avenir. Croyance, créance - même combat. Si nous suivons Émile Benveniste, la racine sanscrite kredh qui donnera le credo latin signifie « l'investissement ». Au commencement de l'investissement il y a la confiance, et c'est le même acte de foi qui permet la relation d'identification amoureuse et le crédit, c'est-à-dire le décalage dans l'échange, l'intégration du temps dans la demande de réciprocité. Sur quels éléments tangibles s'appuyer pour franchir au-dessus du visible le pas de la confiance ? Investir dans l'avenir, c'est semer pour autrui, et non se décharger sur les générations futures du poids de nourrir le présent ; cela suppose une foi dans le continuum des générations qui rend acceptable le sacrifice d'une partie du bien-être actuel au profit d'un bien-être futur, fût-il hypothétique.

Avec la créance sur l'avenir, c'est le phénomène inverse qu'on observe : celui d'une société qui néglige sa filiation, qui hypothèque sciemment, et de façon répétée, l'existence des générations futures en leur faisant porter le poids d'un fardeau insupportable. Créances fiscales, dévastation de la nature, panne du projet politique, le théoricien conservateur américain Russel Kirk témoignait il y a cinquante ans à sa façon de la cohérence entre les différentes formes de gaspillage des ressources :

« Le spectacle moderne de forêts disparues et de terres érodées, du pétrole gaspillé et de l'exploitation impitoyable des ressources minières, des dettes nationales imprudemment augmentées avant d'être dénoncées, et la révision continuelle de la loi positive est la preuve de ce qu'une époque sans dévotion se fait à elle-même et à celles qui lui succéderont. » (*The Conservative Mind.*)

Une époque sans dévotion (*veneration*), sans ascèse ; sans piété c'est-à-dire, au sens premier, impitoyable. Car la *pietas* latine qui désigne autant la tendresse pour les enfants que la dévotion aux ancêtres, la reconnaissance fervente de ceux desquels nous

FELIN 7674226200501/CLA/ALZ/2



Page 6/11

recueillons toute chose est, tout autant qu'un sentiment, une vertu – c'est-à-dire, étymologiquement, une puissance ; la puissance de relier les vivants aux morts, et aux hommes à venir. Mais de qui aurons-nous pitié si nous ne nous savons plus être pieux ? Et quelle compassion pour leurs descendants peuvent avoir les générations de l'ingratitude ?

Si nous ne pouvons parler de tout, venons-en au plus visible, sinon au plus urgent. Parmi les charges que la génération qui passe lègue à celles qui adviennent, deux nous paraissent principalement dignes d'attention, non qu'elles doivent être mises sur le même pied mais qu'elles constituent des symptômes comparables de la conception de l'histoire future (après moi le déluge) qui semble avoir prévalu ces derniers temps dans les sociétés occidentales : la dégradation écologique et la dette publique. Sur ces deux plans l'ardoise est là, bien visible, qui met en péril toute continuation de nos modèles sociaux. Chacun en parle, mais trop peu sont à même de dire précisément *pourquoi* ils en parlent ; c'est là notre objet. À ce tableau, l'échec politique de l'Europe nous semble devoir être ajouté car il n'aurait pas eu lieu sans ce rapport singulier à l'avenir (« post-narratif ») qui marque la seconde moitié du siècle passé.

Nouveaux comptes fantastiques

Arrêtons-nous un instant sur ce qui pourrait sembler un épiphénomène (la dette publique de la France au début du XXI° siècle) mais qui par son ampleur même donne sérieusement à penser. Inutile de citer des chiffres constamment ressassés et devenus quasi abstraits ; c'est la tendance de fond qu'ils dessinent qui importe. L'augmentation massive des dépenses de fonctionnement de l'Élysée, ou le non-respect systématique de la règle de gage sur les dépenses fiscales (2) ne sont que les anecdotes dérisoires d'un mal plus profond : la fuite en avant budgétaire de l'État et des institutions sociales et politiques depuis plus de trente ans, que la crise économique actuelle ne fait qu'amplifier.

En juin 2009, le président de la Cour des comptes présentant son rapport considérait qu'indépendamment des remous circonstanciels, le niveau de déficit structurel et d'endettement français était tel qu'une légère aggravation du déficit (liée par exemple

Page 7/11



aux dépenses de vieillissement) pouvait provoquer un emballement exponentiel de la dette. Une telle aggravation est plus que probable, si l'on se fie aux expériences menées en Allemagne à la fin des années quatre-vingt-dix sur la création d'un « cinquième risque », c'est-à-dire d'une prise en charge publique, et presque immédiatement déficitaire, du risque de dépendance. Pour d'évidentes raisons démographiques, nous ne sommes qu'au début d'une hausse très importante des dépenses sociales – on ne saurait être en plus mauvaise posture pour l'aborder.

Le métier de gestionnaire des deniers publics n'est pas un métier facile, ne serait-ce que parce qu'il est censé obéir à l'injonction paradoxale de la réclamation des vivants pour eux-mêmes et pour leurs descendants. Censé, puisque dans les faits depuis plus de trente ans la préoccupation majeure du politique semble être l'équilibre entre les différentes revendications des classes sociales actuelles (moins d'impôt versus plus de prestations), ou des différentes écoles économistes (néo-libéraux versus néo-keynesiens), ce qui revient en général à peu près au même. L'emprise du présent est la chose du monde la mieux partagée, quel qu'en soit le prix.

Cela ne va pourtant pas de soi. De Montesquieu à James Buchanan, les adversaires de l'endettement public sont nombreux, qu'ils dénoncent la mauvaise foi de l'État ou le caractère inéquitable d'un choix public avantageant les oisifs (les prêteurs) au détriment des actifs. Edmund Burke, dans ses *Réflexions sur la révolution de France*, avait mis en garde contre les dérives de l'emprunt public :

« Le public, qu'il soit représenté par un monarque ou par un sénat, ne peut rien gager que les biens publics, et ne peut avoir de biens publics que ce qui dérive d'une imposition juste et proportionnée de l'ensemble des citoyens. »

Tôt ou tard en effet, il faut bien régler l'addition; et une pression fiscale trop élevée générera nécessairement des troubles aux conséquences imprévisibles: la révolution française n'aurait peut-être pas eu lieu, tout au moins sous la forme violente qui fut la sienne, si Turgot et Necker avaient présidé aux destinées des finances publiques à la place de Silhouette et Terray, si la crise financière provoquée par l'endettement colossal de la monarchie française n'avait imposé un changement politique radical.

FELIN 7674226200501/CLA/ALZ/2



Page 8/11

James Buchanan, Prix Nobel d'économie, ne craint pas de remettre en cause la dette publique quasi permanente des États occidentaux (« le plus important problème économique auquel doivent faire face les démocraties occidentales ») en la mettant en partie sur le compte de la disparition de critères moraux : c'était bien les valeurs morales victoriennes qui protégeaient les générations futures de la propension de la génération actuelle à accumuler les dettes ; leur disparition obère l'avenir social.

Investir, croire ; l'endettement des collectivités a quelque chose à voir avec le sacré, au moins depuis que le monastère britannique d'Evesham au XIIIe siècle eut contracté sa dette en arguant que « le couvent *létaitl* comme immortel ». Postulat fécond, et souvent repris : l'endettement collectif s'inscrit dans un rapport au temps et aux choses qui n'est pas tout à fait celui de l'ordre économique privé ; ainsi l'économiste Léon Say mettait-il en exergue dans son *Dictionnaire des finances* ce caractère quasi transcendant de l'endettement public :

« Il est un point que, dans la pratique, notre pays a mis depuis quatrevingts ans en dehors et au-dessus de toute discussion, c'est que la dette, une fois créée, constitue un engagement sacré et que les dépenses qui s'y rapportent ont un caractère obligatoire et en quelque sorte privilégié. »

Jusqu'à quel point ? À partir de quand cette obligation ne serat-elle plus ressentie par des héritiers ressentant ce fardeau comme insupportable ? Le rapport Pébereau donne quelques pistes lorsqu'il prévoit pour 2050 une dette publique équivalente à 400 % du PIB français si les tendances de 2005 se poursuivaient – tout en écartant cette hypothèse du fait du refus des prêteurs de continuer à soute-nir l'endettement national. Rien pourtant n'empêche de penser que la rupture vienne du refus des contribuables futurs eux-mêmes, se désolidarisant de leurs parents et grands-parents, et refusant l'héritage de générations elles-mêmes ingrates à l'égard de l'avenir.

Ce que l'on observe depuis 1975, c'est le mécanisme étonnant du crédit *revolving* appliqué à l'endettement public ; « tant que ça marche je rejoue », semblent s'exclamer à tour de rôle les différents gouvernements, fascinés devant le jackpot permanent qui consiste à reporter sur nos compatriotes de demain les coûts des dépenses d'aujourd'hui. Peer Steinbrück, récent ministre allemand



Page 9/11

des Finances, usait d'une comparaison éclairante. À ses yeux les ministres européens qui s'adonnent à la course à l'emprunt se comportent comme des lemmings, ces campagnols des toundras qui faute de prédateurs naturels régulent d'eux-mêmes leur surpopulation en se jetant du haut des falaises.

Les lemmings cependant, se sacrifient eux-mêmes ; ils ne sacrifient pas leurs enfants. Là s'arrête la comparaison, qui met en lumière le caractère inouï du phénomène auquel nous assistons : l'holocauste spontané d'Isaac, l'inversion de cette éthique de la transmission décrite par Péguy lorsque le père, illustrant le mystère de la deuxième vertu, « salue avec tendresse le temps nouveau où il ne sera plus. Où il ne sera pas. Où ses enfants seront. Le règne de ses enfants ».

Saluer et sauver le temps de la postérité : de quel fonds de notre mémoire collective tirerons-nous à nouveau une telle attitude, toute de générosité et de retenue ? On reproche parfois aux conservateurs de manquer d'enthousiasme ou de joie ; il y a pourtant dans ce regard l'un et l'autre, et à dose respectable. *A contrario* ce n'est pas rien pour un homme que de travailler toute sa vie en sachant que le monde qu'il laissera à ses enfants sera moins vivable que celui dans lequel il est né, que l'accumulation de ses efforts individuels ne comptera guère face aux abandons collectifs consentis par ses contemporains. On pourrait du reste mettre sur le compte de l'angoisse collective la fuite en avant dont les symptômes décrits plus haut sont aussi les indices.

Les recettes existent, pourtant ; elles ont été appliquées avant qu'il ne soit trop tard, ailleurs, dans des situations comparables. Mais pour que la mécanique salutaire qui préside par exemple aux destinées des collectivités territoriales (l'illégalité de l'endettement pour les budgets de fonctionnement) puisse s'appliquer à l'État, encore faudrait-il que soit assumée la justification d'un tel sacrifice : c'est au nom du Fils, c'est-à-dire au nom de la France de demain, qu'il faudrait interdire aux gouvernements l'usage de la carte à paiement différé. On ose à peine dire « au nom de l'Europe d'aujourd'hui » puisque les premiers à subir notre désinvolture sont ceux de nos concitoyens européens qui partagent notre monnaie – ce type d'arguments ne fait plus recette, et ce depuis longtemps.

Page 10/11

Pourtant, sans l'assomption positive de ce type de perspective, tous les discours sur la rupture ne peuvent être que jappements de roquet. Preuve sinistre : en dépit des fanfaronnades que l'on sait, le déficit budgétaire de 2009 a été de plus de 138 milliards d'euros, soit l'équivalent des budgets additionnés de l'Éducation nationale, de la Défense et de quelques autres. Et il y a beau temps que l'impôt sur le revenu, pourtant si débattu — « l'atroce impôt sur le revenu », disait Thiers — et décrit comme une telle avancée sociale, ne suffit plus même à payer les seuls intérêts de la dette.

Comment cela est-il possible? Comment une société peutelle accepter de conjuguer des déficits abyssaux – jamais atteints, en valeurs relatives, en temps de paix – avec une croissance à peu près continue de son économie? Question subsidiaire jusqu'à quand l'Observatoire français des conjonctures économiques continuera-t-il de se répandre dans les médias en proclamant, pompier magnifique, que décidément « il n'y a pas le feu en la demeure », qu'« en soi le problème grec n'est pas grave » et qu'en France en dépit des apparences « le service de la dette diminue »? Combien de temps attendrons-nous la dégradation de sa notation et les attaques spéculatives à la baisse sur la dette française en se disant qu'après tout, les États-Unis sont eux aussi endettés et que nous passerons peut-être à travers les gouttes?

Sauf crise financière majeure, il faudrait, pour que nous acceptions une plus grande rigueur dans la gestion de l'endettement public, un revirement d'ordre quasi métaphysique. En s'affranchissant de la pensée du sacrifice intergénérationnel, la modernité a cru se libérer de cet « au-delà » auguel fait référence la racine indo-européenne sak, qu'on retrouve dans « sacré » comme dans « sacrifice » (sacrum facere). Or cette pensée de la transcendance était aussi et peut-être surtout pensée de la ligature entre les générations, de cette forme d'attache qui nous projette au-delà du présent et de l'individu empirique. Un tel sacrifice impose, par définition, un travail, un effort : il est ce par quoi nous acceptons de faire passer une part de nous-mêmes dans l'au-delà du sacré. D'emblée il nous ramène à notre finitude personnelle en nous rappelant que nous sommes mortels, situés dans le temps. Peut-être par un refus inconscient de leur propre mortalité les générations actuelles ont-elles hypothéqué la possibilité pour leurs descendants de bénéficier d'un niveau de fonctionnement public comparable au leur.



Surface approx. (cm2): 1945

Page 11/11

Entre leur insouciance complaisante, et les guerres totales européennes menées par celles qui les ont précédées, on en est parfois à s'étonner de l'inventivité de nos sociétés en matière d'auto-destruction - mais aussi peut-être de leur extraordinaire élan vital sans lequel il n'est pas de reconstruction pensable après les époques de dévastation. Désormais pourtant, à chaque effort collectif demandé la question revient, au moins en creux mais lancinante - pour quoi ? -et le silence qui suit réduit toute espérance. Car la seule réponse qui vaudrait est une nouvelle question – pour qui? - et cette question-là n'est pas de celles qu'admet la correction politique.

- 1. « Jeunes » signifiant ici personnes âgées de 16 à 25 ans.
- 2. En théorie, la création ou l'extension d'un dispositif de dépense fiscale ou de niche sociale doit être compensée par une réduction de dépenses à due concurrence portant sur d'autres dispositifs.

■ Nathanaël Dupré la Tour, né en 1977, marié et père de trois enfants, vit et travaille à Lyon en tant que consultant en stratégie. Il a vécu plusieurs années à Prague, où il a notamment rédigé une thèse de sciences politiques sur les dissidents tchécoslovaques et leur vision du « retour à l'Europe ». Il collabore aux revues Esprit et Commentaire. L'Instinct de conservation (Éditions du Félin) est son premier livre.